



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES
BUREAU DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Section des Installations Classées
Affaire suivie par : Mme DANNE
DPI - BPUPE - SIC - ND

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

27
Année
22 DEC. 2015
lettre

La Préfète du Pas de Calais,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO en qualité de Préfète du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté d'autorisation du 18 juin 2012 délivré à la sté TIOXIDE EUROPE SAS à CALAIS ;

VU la déclaration réceptionnée le 23 octobre 2015 de la Sté HUNTSMAN P&A FRANCE SAS;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 7 décembre 2015;

DELIVRE RECEPISSE :

à la société HUNTSMAN P&A FRANCE SAS dont le siège social se situe 1 rue des Garennes, BP 89, 62102 CALAIS cedex, du changement de dénomination sociale de son site précédemment connu sous le nom de TIOXIDE EUROPE SAS.

Le présent récépissé ne saurait dispenser le pétitionnaire du respect des autres dispositions législatives et réglementaires applicables à l'opération envisagée et portant, notamment, sur les réglementations d'urbanisme et sanitaires en vigueur, ainsi que de l'obtention, le cas échéant, des autorisations indispensables (permis de construire, autorisations relatives aux divers modes d'utilisation du sol - agrément sur le dispositif d'assainissement...).

Il fera l'objet d'un affichage pendant une durée d'un mois, en Mairie de la commune où l'installation doit être exploitée, avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter le texte des prescriptions générales.

Le présent récépissé ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Lille.

Le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit récépissé, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent récépissé.

ARRAS, le 15 décembre 2015

Pour la Préfète,
le Chef de Bureau délégué

Franck BERTHEZ



**Rappel de dispositions importantes
relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement**

Extrait du Code de l'Environnement

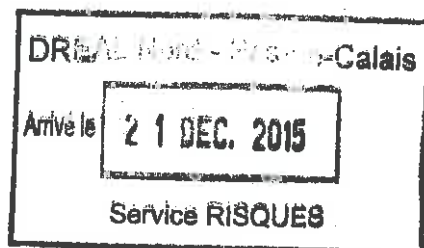
Article R.512-68 : ..., lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation...

Article R.512-69 : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1...

Article R.512-74 : L'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

Copie destinée à :

- HUNTSMAN P&A SAS
- Mairie de CALAIS
- Sous-Préfecture de CALAIS
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Services Risques) à LILLE
- Direction Départementale des Territoires et de la Mer (Service Urbanisme - Service Environnement et Aménagement Durable) à ARRAS
- Dossier



Transmis à M. le Chef
de l'UT de : *L'Horal*
pour
Lille, le
P/le Directeur

